

# LA LETTRE

## DE JUSTICE ET PAIX

### L'HORIZON EUROPÉEN

Comment parler de paix quand le fracas des guerres se fait entendre si près de nous, quand les conséquences du dérèglement climatique affectent tant de pays dans le monde, quand meurent sur nos rives des milliers de migrants, quand les extrémismes et les populismes prospèrent ? Pourtant l'espérance – l'espérance qui est « audace », selon les mots du pape François – ne doit pas désertier nos cœurs.

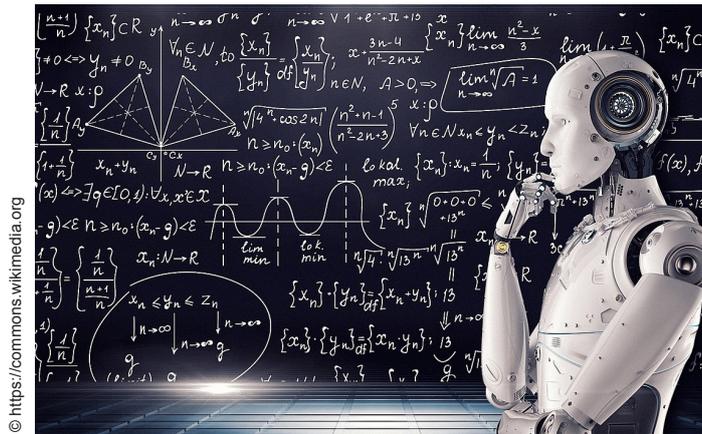
Nous ne devons pas cesser, sur tous ces terrains, de chercher comment agir, personnellement et collectivement. Cette année 2024, auront lieu des élections européennes. Beaucoup d'entre nous s'en désintéresseront jugeant qu'un tel vote n'a rien à voir avec tous ces graves sujets d'angoisse.

Or, nous le croyons, l'Europe a tout à voir avec la recherche d'une paix juste dans le monde, avec le respect des droits humains et de la dignité de toute personne, avec la lutte contre le réchauffement climatique, avec la détresse des migrants cherchant son accueil. Tout à voir avec la défense d'une démocratie, malmenée jusqu'à l'intérieur de ses frontières.

Convaincus de ce rôle éminent que doit jouer l'Europe, et qu'il faut lui en donner les moyens politiques, nous avons choisi, dans notre Lettre, d'égrener, jusqu'en juin, les sujets permettant de mieux comprendre ces enjeux européens.

Dominique Quinio  
Justice et Paix France

### INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET PAIX



© <https://commons.wikimedia.org>

Dans son message pour la **Journée Mondiale de la Paix** du 1<sup>er</sup> janvier, le pape François attire notre attention sur les risques du développement de l'intelligence artificielle pour la paix dans le monde, mais aussi sur les opportunités que celle-ci présente pour un monde plus juste et fraternel.

Le Pape réaffirme que « *la dignité intrinsèque de chaque personne et la fraternité qui nous lient en tant que membres de l'unique famille humaine doivent rester à la base du développement des nouvelles technologies et servir de critères indiscutables pour les évaluer avant leur utilisation, afin que le progrès numérique se fasse dans le respect de la justice et contribue à la cause de la paix* ».

Il présente deux séries de défis. Dans le champ de l'éducation, qui est profondément transformée par ces évolutions, le pape François invite à promouvoir la pensée critique et à renforcer la capacité de discernement. Dans le champ du droit international,

il appelle à adopter un traité international contraignant qui règlemente le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle, pour prévenir des mauvaises pratiques et encourager les bonnes, sur la base des valeurs humaines qui fondent l'engagement des sociétés comme le sens de

l'existence humaine, la protection des droits humains fondamentaux, la poursuite de la justice et de la paix.

Le Pape insiste aussi sur le fait que nous sommes tous concernés. « *La paix, en effet, est le fruit de relations qui reconnaissent et qui accueillent l'autre dans sa dignité inaliénable, ainsi que de la coopération et de l'engagement dans la recherche du développement intégral de toutes les personnes et de tous les peuples* ».

Ma prière au début de cette année rejoint celle du pape François, pour que le développement rapide de formes d'intelligence artificielle n'augmente pas les trop nombreuses inégalités et injustices déjà présentes dans le monde, mais contribue à mettre fin aux guerres et aux conflits, et à soulager les nombreuses formes de souffrance qui affligent la famille humaine.

Mgr Jacques Blaquart,  
évêque d'Orléans  
Président de Justice et Paix France

Sur ces sujets, on peut lire :  
Pour un numérique au service du bien commun, Odile Jacob 2022  
Chrétiens dans la révolution numérique, Documents Épiscopat #3-2023  
coordonnés par le Service national famille et société de la CEF

L'extrême droite et ses affiliés anti-européens occupent les devants de la scène politique en Hongrie, en Slovaquie, aux Pays-Bas, en Suède... Des gangs et milices s'implantent en centres villes, terrorisent passants ou livreurs (Lyon, Dublin récemment). Les actes antisémites se multiplient, parfois en toute impunité. C'est vrai. Pourtant, sous les radars de nos médias, nombreux sont ceux qui dénoncent les mensonges des partis de la peur et qui tentent d'enrayer leur déconstruction de l'état de droit. Nombreux sont les tisserands qui recousent et reprisent une toile européenne fragilisée.

Réseau discret, *Justice et Paix Europe* (JPE) est de ceux-là : il regroupe environ 25 Commissions nationales, toutes différentes mais unies pour partager la pensée sociale de l'Église. Son siège est à Bruxelles et l'organisation est aussi représentée au Conseil de l'Europe à Strasbourg, travail porté efficacement pendant de longues années par Jean-Bernard Marie, de la Commission Française. J'ai fait partie du comité exécutif de JPE pendant 4 ans, et assuré sa présidence, à la suite de la démission de Mgr Treanor, nommé Nonce auprès de l'UE. Alors qu'une nouvelle co-présidence mixte prend le relais, je voudrais partager quelques pensées sur les forces et faiblesses du réseau.

Ses forces tiennent dans l'unité chrétienne et la diversité des pratiques. Les programmes et projets présentés en AG annuelle sont aussi variés que les Commissions : certaines plutôt des think tank, d'autres engagées dans le travail social ou de développement, certaines proches des Conférences épiscopales dont elles dépendent, d'autres gestionnaires autonomes de fonds propres et/ou publics. Mais si les œuvres varient, l'attention reste sur les sans-voix (exclus, migrants, générations futures) et sur le rappel à leurs responsabilités des puissants. Les Commissions parlent souvent à l'unisson comme au printemps 2022 pour la défense de l'Ukraine, tous les 10 décembre pour rappeler l'importance des droits humains malmenés, ou encore pour relayer le message annuel de paix du pape François auprès des parlementaires européens. Tous les deux ans un thème commun est défini pour encourager des synergies. En prévision

des élections européennes de juin 2024, l'accent est placé sur la lutte contre le repli sur soi et la reconstruction du multilatéralisme.

Les fragilités du réseau sont multiples : sa petite taille, le manque de moyens financiers, mais surtout le vieillissement d'une génération de catholiques héritiers de Vatican II. Alors, conscients de n'être que peu, les membres des commissions nationales font circuler les informations, les idées, les textes. Les ressources intellectuelles et spirituelles ont ceci de beau qu'elles se multiplient en se partageant. Ils célèbrent aussi, chaque fois qu'ils le peuvent, la joie d'être ensemble. Ces rencontres représentent un coût non-négligeable pour les commissions nationales. Mais elles remobilisent, encouragent, ouvrent les horizons. Se savoir accompagné donne force à notre fragilité, nous permet de nous tenir là, vulnérable mais nouant les cordages des tempêtes à venir.

Quelles cordes ? Les Commissions qui fonctionnent le mieux sont celles qui travaillent arrimées à d'autres acteurs sociaux catholiques, dans les diocèses, comme les réseaux tels le « *Mouvement Laudato si'* », l'Alliance ELSi'A et les Caritas (y compris

Caritas Europe et *Internationalis*), celles qui prennent part à des projets de terrain (par exemple la Belgique francophone avec des partenariats internationaux sur l'extractivisme et son travail pédagogique dans les écoles ; les Pays-Bas avec le projet Shelter Cities pour accueillir des défenseurs des droits humains menacés chez eux). La crédibilité de l'Église étant fortement secouée, la parole revient donc s'incarner humblement dans l'expérience terrain, sociale, pastorale, pédagogique. L'Europe et la pensée de l'Église reprennent forme quand elles se partagent dans les diocèses, les foyers d'accueil, les universités...

Parce que l'Europe est complexe, elle se tisse à plusieurs niveaux. Nos plus jeunes, fragiles, ou exclus doivent pouvoir circuler, rencontrer la richesse de ce continent. Nos plus anciens doivent le leur permettre, tenir ouverts des lieux d'écoute, de partage, de bienveillance et de mémoire. Accueillir les éloignés de l'Europe, faire sens ensemble de cette traversée violente, c'est essentiel. Car nous sommes faits de liens et de sens.

Cécile Dubernet  
Justice et Paix France

Le scrutin du 9 juin prochain va reconfigurer les rapports de force politiques dans l'Union européenne UE). Les partis les plus europhiles devront se compter.

De Taïwan aux États-Unis, en passant par l'Inde et le Royaume-Uni, le calendrier 2024 est jalonné d'élections majeures à travers le monde. Les élections européennes prévues du 6 au 9 juin prochains s'inscrivent dans cet agenda de scrutins décisifs pour orienter le cours des années à venir. C'est une première particularité de la campagne et du vote attendus dans toute l'Union européenne : les Européens vont choisir leurs députés avec, dans le viseur, non seulement le contexte politique particulier de leurs pays respectifs, qui tend inévitablement à nationaliser chacun des 27 scrutins simultanés, mais aussi un contexte international des plus agités, graves et incertains. L'ombre de la présidentielle américaine et d'un éventuel retour revancharde de Donald Trump devraient sans doute planer sur les législatives européennes.

Ces contextes international et national (mi-mandat du président Macron en France) tendus ne doivent pas étouffer les enjeux propres aux élections européennes. Celles-ci visent

d'abord à légitimer et orienter le projet européen, à assoir la base démocratique des décisions prises par ses institutions, à les rapprocher de leur source citoyenne. C'est pourquoi la participation électorale sera le premier chiffre scruté. L'enjeu pour les défenseurs d'une place éminente du Parlement européen au sein de l'UE est de transformer l'essai de 2019, qui surprit par une hausse générale de 8 points de la participation, dépassant les 50 % après un déclin ininterrompu depuis 1979. Une enquête Eurobaromètre publiée à six mois des élections indique que la participation devrait poursuivre cette tendance à la hausse en 2024. Ce serait un bon signe de santé de la démocratie représentative, en crise dans nombre de nos pays.

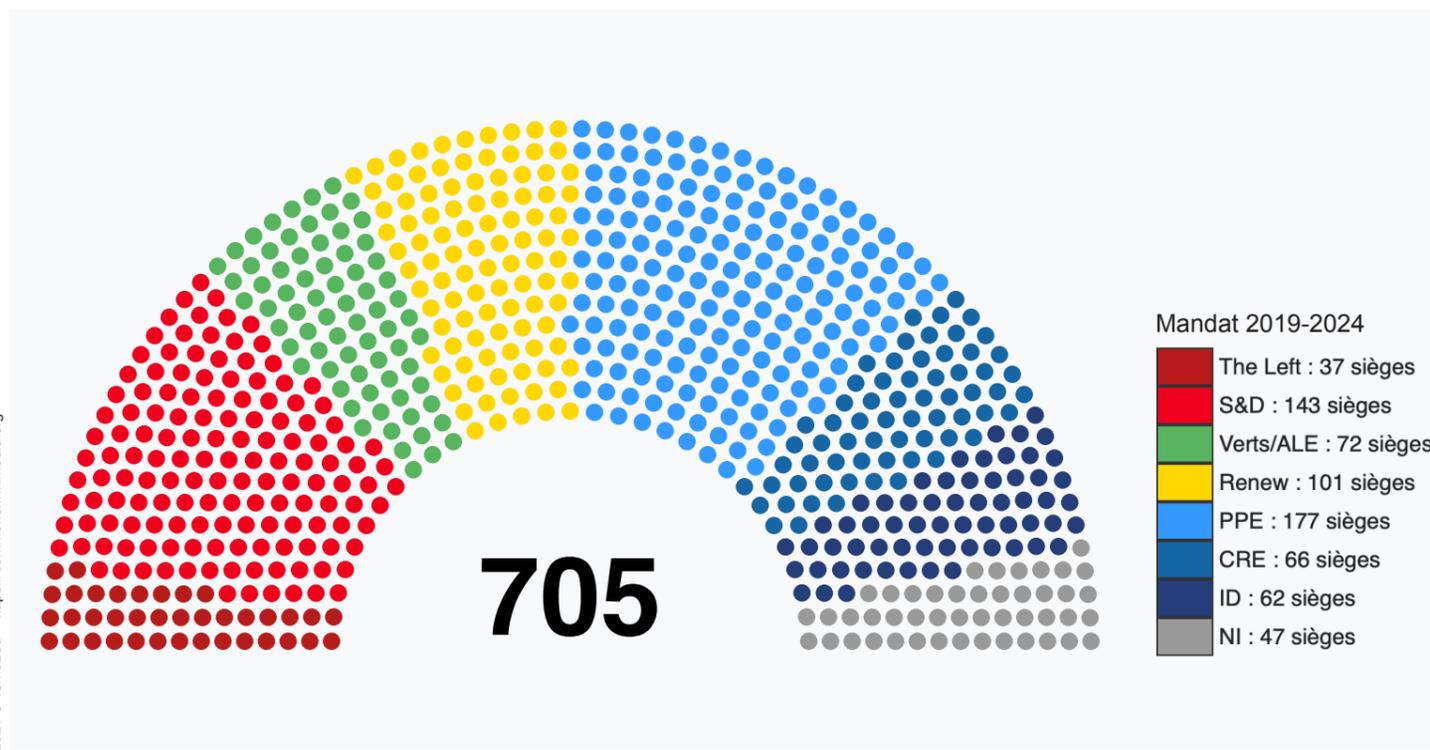
Cette légitimation renforcée ne concerne pas que les 720 députés à élire pour les cinq prochaines années, dont 81 de France. De ces élections découlent la composition partisane de l'hémicycle de Strasbourg mais aussi la couleur politique dominante de la Commission européenne. Les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-Sept doivent « (tenir) compte du résultat des élections » dans leur choix pour sa présidence. N'en déplaisent aux tenants de têtes de liste qui seraient de potentiels chefs de l'exécutif communautaire (*Spitzenkandidaten*), les Européens n'éliront pas le 9 juin le président de la Commission, même indirectement. Mais ils en guideront indiscutablement le choix consécutif. Si Ursula von der Leyen se présente pour un deuxième mandat, comme tout le laisse croire, il est fort possible que ces élections porteront cette fois davantage sur le nom et bilan de celle qui incarne aujourd'hui l'Europe. Il en va, pour elle, de sa légitimation, qui, à la suite des précédentes élections, n'allait pas du tout de soi aux yeux des eurodéputés.

Ceux-ci jaugeront en premier lieu les rapports de force respectifs de leurs groupes à l'issue du scrutin. Et ils devront prendre la mesure d'une plus grande fragmentation attendue de l'hémicycle européen, comme le pro-

jettent les derniers sondages électoraux. Ce potentiel éclatement pousse des ténors de la majorité présidentielle en France à dramatiser une Union ingouvernable, où l'extrême-droite occuperait suffisamment de sièges pour former une minorité de blocage. En l'état actuel des projections, la crainte la plus fondée est celle d'une majorité pro-européenne plus à l'étroit. Les précédentes élections européennes avaient déjà vu les deux principaux groupes politiques, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, insuffisants à former une majorité comme auparavant. Ils avaient dû s'entendre avec les libéraux et les écologistes pour constituer, à quatre groupes, la majorité où ont été élaborés les compromis durant la présente législature. La Commission sortante repose toujours sur cette majorité, qui, à l'approche des élections, a eu plus de peine à s'accorder sur des textes aussi décisifs que ceux du Pacte sur l'asile et la migration. Pour la prochaine mandature, où les Verts devraient perdre des sièges, ces forces pro-européennes devront se compter et s'entendre sur le programme confié à la future Commission.

Les forces populistes à l'essor attendu entraveront-elles le processus législatif ? Dans le Parlement sortant, les droites radicale et extrême bien qu'en nombre n'ont exercé aucun poids notable sur la législation. D'autant que l'invasion russe de l'Ukraine a divisé ces voix entre celles atlantistes, défendant l'Ukraine, dominées par le parti de Giorgia Meloni et le PiS polonais, et celles jamais critiques de Moscou (RN français, AfD allemande, FPÖ autrichien, Lega italienne...) auxquelles s'ajoute le parti de Viktor Orbán. La reconfiguration de cette partie de l'hémicycle est l'un des enjeux du 9 juin prochain. Avec un éventuel rapprochement de la droite conservatrice de Meloni avec des chrétiens-démocrates. Au coût d'un relâchement de la politique environnementale. Mais tout reste encore ouvert.

Sébastien Maillard  
Conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors



# APRÈS LA COP28 : LÀ OÙ LES GOUVERNEMENTS ONT ÉCHOUÉ, LES RELIGIONS DOIVENT PRENDRE LE LEADERSHIP

Face aux résultats troublants de la COP28, que doivent faire les communautés de croyants qui sont fortement inquiètes du changement climatique et de la Terre de Dieu ?

D'aucuns peuvent considérer les résultats de la COP28 à Dubaï comme un succès. Le fait que l'on mentionne dans la déclaration finale les combustibles fossiles dans ce pays riche en pétrole qui fait partie d'un bloc qui a toujours l'intention d'intensifier l'exploration pétrolière et gazière peut sembler presque miraculeux. Il faut regarder au-delà des titres des médias pour comprendre que le seul succès ici est celui de ceux qui souhaitent retarder la lutte contre les causes profondes de la crise climatique. Les plus grands perdants sont les petites îles qui risquent de ne plus exister très longtemps en raison de la montée des eaux dans le Pacifique.

La nécessité d'éliminer les combustibles fossiles n'était cependant pas absente de la COP. Elle a occupé une place prépondérante dans les discussions au Pavillon de la Foi - un grand espace où les groupes confessionnels se sont réunis pour discuter d'actions réelles et significatives visant à s'attaquer aux causes et aux impacts du changement climatique. Elle était présente dans les déclarations courageuses du pape François, qui a appelé à « l'élimination des combustibles fossiles ». Elle s'est reflétée dans la déclaration de plus de 2 000 dirigeants du monde politique, des affaires, de la société civile et des religions qui ont appelé à une « élimination progressive, juste et équitable, des combustibles fossiles ». Elle se reflète également dans le projet d'un nouveau traité sur les combustibles fossiles sur le modèle du protocole de Montréal qui a éliminé avec succès les chlorofluorocarbones ou du traité



sur les mines terrestres. Le génie des combustibles fossiles est maintenant sorti de la bouteille et il est essentiel que toutes les religions soutiennent les efforts visant à accroître la pression après la COP.

Le résultat officiel de la COP28 n'a pas suffisamment abordé cette question, même si, pour la première fois, « l'élimination progressive des combustibles fossiles » est nommée directement. Les partisans d'une action vigoureuse en faveur du climat doivent à présent saisir cette victoire - aussi minime soit-elle - et la mettre à profit pour créer une dynamique. Nous avons peut-être l'impression de nous raccrocher à une paille, mais franchement, il n'y a rien d'autre à quoi s'accrocher en ce moment en termes de cadre politique mondial sur le climat. Je pense que les religions peuvent jouer un rôle de premier plan en essayant de galvaniser l'action à plusieurs niveaux, là où les gouvernements ont échoué.

En tant que religions, nous devons nous rassembler maintenant dans le même esprit qu'au Pavillon de la Foi de la COP28 partout sur la planète et

soutenir des actions clés pour accélérer la lutte contre les causes profondes du changement climatique. Cela commence par un processus d'écoute et d'engagement à la base, par des actions de sensibilisation et d'éducation au changement climatique partout. Cela signifie qu'il faut s'unir pour s'attaquer à nos propres émissions et collaborer aux efforts visant à passer à l'énergie renouvelable.

Après cette COP, je proposerais deux autres actions clés qui sont nécessaires. La première consiste à examiner sérieusement nos investissements et à signaler que nous voulons changer notre façon d'effectuer nos opérations bancaires et nos investissements. Les banques et les sociétés d'investissement sont le moteur de l'industrie fossile et, après cette COP, l'avenir des combustibles fossiles suscitera de la nervosité. Les croyants sont des investisseurs et des clients qui s'appuient sur des valeurs importantes. En investissant en accord avec nos valeurs, nous pouvons être catalyseurs d'un changement plus large dans la manière dont nous investissons dans un avenir durable. L'autre chose que tous les groupes confessionnels peuvent faire est de soutenir la campagne mondiale en faveur d'un traité sur les combustibles fossiles. Puisqu'il est difficile d'obtenir que ces questions soient abordées de manière significative dans les négociations des Nations Unies sur le climat, le moment est venu d'adopter une nouvelle approche visant à concentrer l'attention sur la cause principale des émissions. Et le poids des religions pourrait contribuer à galvaniser l'élan pour y parvenir.

Lorna Gold

Présidente du Mouvement Laudato si'  
Directrice de FaithInvest

## JE SOUTIENS JUSTICE ET PAIX FRANCE,

en m'abonnant / me réabonnant à LA LETTRE et/ou en faisant un don :  
par chèque bancaire à l'ordre de Justice et Paix - 58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.

**ABONNEMENT** (1 an / 11 numéros) : **20 euros**       **DON** : ..... euros  
 Version papier       Je souhaite recevoir un reçu fiscal  
 Version numérique

Nom, Prénom : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

Adresse e-mail : .....

## JUSTICE ET PAIX FRANCE

58 avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 03 - [justice.paix@cef.fr](mailto:justice.paix@cef.fr)

Président : Mgr Jacques Blaquart

Membres : Catherine Billet - Sylvie Bukhari-de Pontual - Luc Champagne -  
Dominique Coatanéa - Cécile Dubernet - Patrice Dufour - Nayla Haddad -  
Sr Nelkem Jeannette Londadjim - Jean-Bernard Marie - Marc de Montalembert -  
Dominique Quinio - Pasteur Jean-Pierre Rive - P. André Talbot - Denis Viénot - Philippe Zeller

Directeur de la publication : Michel Roy, Secrétaire général

Secrétariat de rédaction : Béatrix de Vareilles

ISSN 1148-4705 - Dépôt légal : Janvier 2024

Conception et Impression : Imprimerie Repa Druck